

"La candidature à la CEE : deux pas en avant, un pas en arrière..." dans Le Monde (22 juin 1989)

Légende: Le 22 juin 1989, le quotidien français Le Monde évoque les difficultés économiques et géopolitiques posées par la demande d'adhésion de l'Autriche aux Communautés européennes.

Source: Le Monde. 22.06.1989. Paris: Le Monde.

Copyright: (c) Le Monde

URL:

[http://www.cvce.eu/obj/"la_candidature_a_la_cee_deux_pas_en_avant_un_pas_en_arriere_"_dans_le_monde_22_juin_1989-fr-1e02ce85-d78e-45f7-bf77-d6a1d9cb28c.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 18/09/2012

La candidature à la CEE : deux pas en avant, un pas en arrière...

L'Autriche s'apprête à présenter officiellement sa candidature à la Communauté. Courant juillet, au terme d'un débat parlementaire dont l'issue ne fait aucun doute, le gouvernement adressera une lettre dans ce sens à Bruxelles. Les trois principaux partis, populaire, socialiste et libéral, soutiennent l'adhésion, laquelle, en revanche, d'après les sondages, suscite une réserve croissante dans l'opinion. Un long débat va ainsi s'engager aussi bien en Autriche même qu'entre celle-ci et les Douze de la CEE.

Accaparée par la mise en oeuvre de l'Acte unique, la Commission n'envisage pas l'ouverture de négociations avant 1993. D'ici là, l'issue de l'exercice est d'autant plus incertaine que les données du problème évoluent constamment. La Communauté hésite à faire le saut du marché unique à l'union politique. La situation à l'Est bouge sans cesse. Si Moscou n'a pas mis de veto à une adhésion à la CEE, c'est autour du problème de la neutralité de l'Autriche, décrétée en 1955, et de la liberté de manoeuvre qu'elle laisse aux uns et aux autres que se cristalliseront les discussions.

Les patrons comme les syndicats plaident en faveur de l'entrée dans la Communauté. " L'adhésion est le seul moyen de participer pleinement à l'intégration en cours ainsi qu'au processus de décision ", lit-on dans un mémorandum publié par les partenaires sociaux. L'économie autrichienne, jadis à la traîne, est aujourd'hui prospère : plus de 4 % de croissance en 1988 et un résultat voisin prévu pour 1989, le chômage inférieur à 5 % de la population active, le commerce extérieur et les investissements en plein essor, l'inflation sous contrôle (2 % en 1988), la restructuration et la privatisation des entreprises nationales (la principale préoccupation de 1986-1987) en bonne voie. Une aisance que les chefs d'entreprise comme les représentants des salariés ne veulent pas voir remise en question parce que le pays aurait manqué le coche de l'adhésion.

L'Autriche est très dépendante de la CEE pour son commerce. Ses achats en proviennent pour 68 % ; elle y destine 64 % de ses exportations. La RFA est de loin le premier partenaire (44 % de ses importations, 35 % de ses exportations) suivie par l'Italie. La structure de l'industrie accentue cette dépendance. Le pays, contrairement à la Suisse ou à la Suède, ne possède pas de groupes multinationaux capables de conduire une stratégie de développement autonome, quels que soient les avatars de la réglementation communautaire. Il compte au contraire de nombreuses entreprises qui jouent un rôle de sous-traitants à l'égard de l'industrie allemande. " Nous autres, Autrichiens, nous sommes plus dépendants de la CEE que certains de ses Etats membres, commercer avec elle constitue pour nous un besoin vital ", souligne M. Werner Mumm, un des dirigeants de la Confédération des syndicats autrichiens. Et il ajoute : " L'instauration du marché intérieur conduira inéluctablement à des discriminations à l'égard des pays tiers, même si l'intention des Douze, comme nous en sommes persuadés, n'est pas de bâtir une forteresse Europe. Les entreprises des pays tiers, contrairement à leurs concurrentes du Marché commun, auront toujours une frontière à franchir. En outre, la concurrence va s'accroître au sein de la CEE et la compétitivité des entreprises des Douze s'en trouvera renforcée ; les investissements se déplaceront vers la CEE. "

Même écho au siège de la Fédération des industriels. La discrimination a déjà commencé, explique son secrétaire général, M. Gerbert Krejti : " Le nouveau concept de reconnaissance mutuelle des normes, décrété dans la CEE, ne joue pas avec les pays tiers. Les Français, par exemple, exportent désormais sans problème leur bière vers l'Allemagne mais les Autrichiens sont toujours contraints d'y respecter la loi sur la pureté. "

L'obstacle de la neutralité

Les agriculteurs, les représentants de quelques branches industrielles particulièrement exposées à la concurrence, certains commerçants manifestent des réserves. C'est vrai souvent aussi de la part des services - banques, assurances - encore très centrés sur le marché national. Cependant, à entendre M. Friedrich Gleissner, à la Chambre économique fédérale, la vague de fond est tout à fait en faveur de l'adhésion. Il en voit la preuve dans les résultats du dernier sondage effectué par son organisation : aucune des cent soixante-dix fédérations professionnelles interrogées ne s'est prononcée de manière négative.

L'Autriche se prépare donc en posant ses conditions. La plate-forme approuvée par le gouvernement indique que l'entrée dans la Communauté devra s'accomplir sans affaiblissement de la protection sociale ni des

dispositions touchant à la défense de l'environnement. Les Tyroliens veulent ainsi une réglementation du transit des poids lourds européens (voir ci-contre). Surtout, Vienne pose comme principe intouchable le maintien de la neutralité autrichienne. " Nous savons que cela complique les choses. Certains, dans la Communauté, estiment que la neutralité est incompatible avec l'adhésion, d'autres considèrent, comme nous, que c'est là une difficulté surmontable. Gardons-nous d'une vision systématique des choses. L'élimination progressive de la confrontation Est-Ouest fera que, dans quelques années, la coopération en Europe se pensera dans des termes différents d'aujourd'hui ", commente le chancelier Vranitzky. Le chancelier est un homme pratique : il suggère de lancer le processus, d'engager la négociation lorsque ce sera possible, sans s'encombrer l'esprit, à ce stade, de problèmes purement politiques.

Le rêve de la " Mitteleuropa "

Le traité d'Etat de 1955 qui a permis le départ des troupes d'occupation n'avait pu être signé que parce que Vienne s'engageait à ne participer à aucun bloc militaire. "La neutralité résulte de la guerre; ce fut une donnée imposée mais c'est un sentiment qui a pris de l'épaisseur. Le chancelier Kreisky l'a utilisée de manière positive pour agir au niveau international. Chacun pense ici qu'elle est liée à l'existence de notre pays, à notre identité. La neutralité, c'est quelque chose de très agréable", explique Georg Hoffmann Ostenhof, éditorialiste de l'Arbeiter Zeitung. Le sentiment est largement partagé. L'Autriche se considère comme une démocratie occidentale mais éprouve de la nostalgie pour ses liens passés. La neutralité aide au syncrétisme. "Il existe ici un mouvement pour l'Europe centrale. Nous croyons à un épanouissement de l'Europe des régions. Les régions des provinces danubiennes doivent retrouver leurs racines communes et les voies d'un dialogue normal. Ainsi, les Hongrois voudraient bien qu'on les entraîne ! Ces pays sont proches du chaos et n'ont pas d'autre solution que de se rapprocher de nous; l'émotionnel entre ainsi dans la politique. Nous avons l'espoir que la Communauté honorera ce passé", raconte avec talent Georg Sabestyen, le président du Pen Club autrichien.

L'Autriche sourit à la Hongrie. Les ouvriers passent leurs vacances sur le lac Balaton ou en Yougoslavie. En 1988, les Hongrois, profitant de l'ouverture de la frontière, sont venus massivement acheter des appareils ménagers et autres produits de consommation de ce côté-ci, y laissant, nous dit-on, 6 milliards de schillings en six mois. "Notre neutralité ne peut que faciliter les transformations à l'Est. Nous avons une fonction de passerelle entre l'Est et l'Ouest", observe M. Alois Mock. "La Communauté devrait comprendre l'intérêt que la neutralité autrichienne représente pour l'Europe", renchérit le député libéral Richelung Richenscager - droite nationale, - qui néanmoins s'insurge contre les tropismes orientaux de certains de ses compatriotes. "C'est l'illusion, le fantasme de la double minorité. Le rêve d'une Mitteleuropa marquée par la perestroïka."

Les responsables n'ignorent pas que le processus de démocratisation en Hongrie et ailleurs est dans le court terme plus porteur de difficultés que d'euphorie. Les échanges avec l'Est reculent, ils ne représentent plus aujourd'hui que 8 % du commerce extérieur. "Nous sommes assurément bien placés pour développer des relations avec l'Est ; en raison de la langue, des liens historiques, les gens s'entendent vite mais ça ne se concrétise pas en affaires. Il n'y a pas d'alternative à l'adhésion à la Communauté", résume, à Graz, M. Karlheinz Angerer, dirigeant de la chambre de commerce de Syrie. Cette affaire de la neutralité et celle des relations avec l'Est ajoutent à la confusion d'une chose mal jugée. L'opinion publique trouve que les partis politiques, et surtout les amis de M. Mock, lui ont présenté une image trop idyllique, trop euphorique de l'adhésion. L'effet de boomerang se fait aujourd'hui sentir. Le camp du refus hétéroclite rassemble ceux qui ressentent une menace économique mais aussi les écologistes, des intellectuels, la gauche du Parti socialiste, beaucoup de jeunes qui regardent la Communauté comme un simple avatar de l'OTAN. La moitié des "sondés" se déclarent désormais hostiles à l'adhésion... Certains y voient un reflet du rejet des partis politiques combiné à une réaction nationaliste plutôt qu'une opposition réfléchie à l'intégration européenne. "L'Autriche connaît encore une atmosphère provinciale antisémite et chauvine. C'est le problème de l'orientation historique du pays qui est posé", conclut Georg Hoffmann Ostenhof.

LEMAITRE PHILIPPE